

LA C. F. D. T.
FACE AUX LÉGISLATIVES

NOUS AVONS BESOIN
D'UNE DÉMOCRATIE
POLITIQUE

...MAIS CE SERA
UNE ŒUVRE
DE LONGUE HALEINE

EUGENE DESCAMPS écrivait, pour le Congrès extraordinaire de la C.F.D.T. en 1964 : « Nous avons besoin d'UNE DEMOCRATIE POLITIQUE, laquelle, se référant à la même exigence fondamentale que nous-mêmes : UNE SOCIÉTÉ D'HOMMES LIBRES ET RESPONSABLES, permette au citoyen, individuellement et au sein de communautés auxquelles il appartient, de connaître les affaires de la Cité, et les connaissant, de prendre librement, mais réellement, ses responsabilités dans la conduite des affaires. »

C'est pour cette démocratie politique-là, qui est pour la C. F. D. T.

UN OBJECTIF SYNDICAL, que nous voulons dans la campagne électorale présente faire entendre la voix des travailleurs.

Qu'est-ce que cela veut dire ?

D'ABORD ceci : Après avoir contraint le Gouvernement par l'extraordinaire mouvement de grève de mai à déchirer lui-même le V^e Plan qu'il avait élaboré et imposé, à démolir de ses propres mains la politique économique et sociale qu'il menait depuis dix ans, nous avons à dire que les travailleurs exigeront du gouvernement de demain qu'il prenne en charge les objectifs

Insuffisamment satisfaits ces dernières semaines : une législation efficace sur les droits syndicaux dans l'entreprise, une politique nouvelle de la Santé à partir de l'abrogation des ordonnances anti-sociales, l'amélioration du sort des « laissés pour compte » et des défavorisés, etc.

Mais surtout nous mettons en avant nos objectifs de droits syndicaux, de développement du « POUVOIR SYNDICAL », expression d'un « pouvoir ouvrier » dans l'entreprise, de réformes de structure de notre économie, nécessaires à la fois pour garantir les conquêtes sociales de ce mois de mai et pour amorcer une transformation profonde de notre société.

Ainsi, continuant à rejoindre tout ce qu'il y a de neuf et de constructif dans la bataille que mènent les étudiants pour faire reconnaître un « pouvoir étudiant » dans l'Université, la C.F.D.T. a la volonté d'exprimer, de porter devant les partis politiques, devant l'opinion publique, tout ce formidable mouvement de remise en cause des structures économiques, universitaires, sociales, politiques de notre pays, toute cette extraordinaire recherche d'une démocratie adaptée à notre siècle, mouvement et recherches animés par les étudiants et les travailleurs, en dehors des structures politiques traditionnelles.

ET cette volonté, la C.F.D.T. continuera à la manifester, quels que soient les résultats des élections de juin, car cette poussée essentiellement engagée par le renouvellement en profondeur de la société dépasse de loin une échéance électorale et représente une œuvre de longue haleine : il faudra bien qu'un jour, si ce n'est pas à l'occasion des élections, ce sera plus tard, elle trouve son expression totale et développe toutes ces conséquences sur le plan politique comme sur le terrain économique et social.

Tel est le sens du vote que la C.F.D.T. attend du libre choix des travailleurs.

Tel est le but, pour demain comme pour aujourd'hui, de l'action de la C. F. D. T.

0,40 F

N° 1192 - 13 JUIN 1968

Syndicalisme

HEBDOMADAIRE

C.F.D.T. (C.F.T.C.)

TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES,

LES événements de mai 1968 ont largement dépassé le cadre d'une lutte pour la satisfaction de revendications sociales et professionnelles ; en réalité, dès le début, il s'agissait d'un puissant mouvement populaire animé par une volonté de changement politique, d'amélioration de la qualité de la vie et de transformation des rapports sociaux.

Par son ampleur, sa puissance, sa volonté de transformations fondamentales des structures de la société, l'explosion populaire a posé directement le problème du pouvoir.

Le Chef de l'Etat l'a bien compris qui, après avoir annoncé un projet de référendum, vite abandonné, provoque des élections législatives pour tenter d'arrêter le processus de dégradation du régime.

Dans le même temps, sous la pression de millions de travailleurs en grève, le Gouvernement concède des mesures qui sont la négation directe et totale de la politique

économique et sociale qu'il mène depuis dix ans.

Mais la crise sociale et universitaire ne peut trouver de solution durable et valable dans le cadre du régime actuel.

SI certains résultats obtenus représentent une grande victoire pour l'ensemble de la classe ouvrière, seul un changement radical du régime politique instauré depuis dix ans peut garantir leur consolidation et leur élargissement. L'actuel pouvoir, s'il était maintenu, serait conduit inévitablement à reprendre aux travailleurs les avantages matériels concédés.

Le pouvoir gaulliste, par sa nature, par son style, par les intérêts qui le soutiennent, ne peut répondre à l'aspiration de transformation des rapports sociaux qui a dominé les événements de mai 1968. Travailleurs et étudiants ont signifié leur volonté d'être des citoyens majeurs, de participer à la gestion de leurs affaires, de refuser l'arbitraire patronal, ou gouvernemental, et les structures autoritaires

res d'une société dominée par un capitalisme conservateur et technocratique.

La C.F.D.T. est consciente que le puissant élan populaire a revêtu un caractère révolutionnaire en raison même des objectifs qu'il visait. Elle ne le laissera pas détourner vers des solutions sans perspectives, mutiler dans des entreprises équivoques ou tronquer dans sa finalité.

C'EST pourquoi la C.F.D.T., dans le cadre de ses responsabilités d'organisation syndicale, a décidé d'intervenir dans la campagne électorale. Cette intervention a pour but de permettre que s'exprime auprès des formations politiques et des candidats de la gauche le profond courant de renouveau animé par les travailleurs et les étudiants.

Depuis longtemps, le Pouvoir veut contraindre le pays à choisir entre le gaullisme et le communisme, et les élections se situent dans le cadre de ce dilemme.

La C.F.D.T., pour sa part, refuse cette simplification abusive et mortelle pour la démocratie. Elle demande à tous les travailleurs, à tous les citoyens épris de progrès et de liberté, de briser le dilemme dans lequel on veut les enfermer.

Pour cela, il faut que, portant toute la richesse de l'action étudiante et de l'action ouvrière de ces dernières semaines, se manifeste au plan électoral, mais aussi dans tous les aspects de la vie publique, un puissant mouvement de rénovation, de remise en cause fondamentale des structures politiques, économiques et sociales dans une perspective de démocratie socialiste.

AU PLAN DE LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE

- la démocratisation des moyens d'information et de l'O.R.T.F. dont l'accès doit être ouvert aux différents groupes et tendances qui composent la Nation ;
- la dissolution des forces spéciales de police, mesure urgente qui s'impose après les tragiques événements de mai à Paris et dans plusieurs villes de province où des étudiants et des travailleurs ont été victimes des forces de répression.
- la mise en œuvre d'une véritable planification démocratique basée sur les besoins réels du peuple et sur le plein emploi ;
- la gestion démocratique des entreprises nationalisées ;
- la création dans les régions de programme de « caisses régionales d'investissement », fédérées dans une caisse nationale ;
- le contrôle de l'orientation et du volume de l'autofinancement des entreprises privées en fonction des objectifs du Plan ;
- la nationalisation des secteurs-clés de l'économie dont l'influence est telle dans la vie de la Nation qu'elle conditionne toute réforme profonde des structures économiques ;
- l'implantation d'entreprises à responsabilité et à financement publics dans les régions à développer ;
- l'élaboration d'une fiscalité établissant l'égalité des citoyens devant l'impôt, par la publication des revenus, la progressivité de l'impôt direct, l'impôt sur la fortune, la répression de la fraude.

AU PLAN DE LA DÉMOCRATIE SOCIALE

- l'instauration d'un véritable pouvoir syndical dans les entreprises (avec le droit de négociation des salaires et conditions de travail), pouvoir qui constitue la base d'une transformation des rapports de force à l'intérieur des lieux de travail et amorce le processus d'un véritable pouvoir économique pour les travailleurs ;
- la démocratisation de l'enseignement par l'égalité des chances reconnues à tous les jeunes, la modernisation de l'Université par l'accession des étudiants et des enseignants à son organisation et à sa gestion ;
- l'abrogation des ordonnances antisociales et la mise en œuvre d'une authentique Sécurité Sociale, gérée par les représentants élus des salariés et qui s'inscrit dans une politique dynamique de la santé ;
- le développement des moyens mis à la disposition des associations de toute nature dont le but est de permettre au peuple d'accéder à la culture ; ceci suppose le renforcement des liens qui se sont noués depuis le début mai entre étudiants, universitaires et travailleurs.

POUR UNE POLITIQUE NOUVELLE

Certaine d'interpréter fidèlement l'esprit de rénovation qui a brusquement fait irruption lors des journées de mai 1968, la C.F.D.T. propose une politique nouvelle par :

AU PLAN DE LA DÉMOCRATIE POLITIQUE

- l'exigence d'une démocratie réelle à tous les échelons de la vie politique et économique ;
- l'accession aux responsabilités dans une perspective d'autogestion qui permette, sous les formes les plus diverses, d'associer les travailleurs, les étudiants et les masses paysannes aux décisions d'ordre professionnel, universitaire, local, régional et national qui les concernent ;

LES OUBLIÉS DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

POUR ceux que la société capitaliste oublie parce qu'ils ne sont plus productifs et qu'ils sont sans moyen de défense, la C.F.D.T. revendique :

- le relèvement substantiel des revenus des familles et des plus défavorisés (personnes âgées, handicapés physiques) dont le gouvernement s'est désintéressé, lors des discussions de « Grenelle », malgré les efforts de la C.F.D.T. ;
- un code de garanties sociales permettant le maintien du revenu aux travailleurs momentanément privés d'emploi et toutes facilités de formation et de reclassement professionnels ;
- la suppression de toute discrimination à l'égard des immigrés qui doivent trouver leur insertion dans la vie économique et sociale française.

POUR L'AVENIR DE LA DÉMOCRATIE

TRADUISANT ainsi les aspirations des masses populaires, la C.F.D.T. souhaite que les formations politiques et les candidats qui se réclament d'un idéal de progrès et d'un idéal de liberté apportent des réponses positives aux objectifs et aux réformes énumérés ci-dessus.

En conséquence, elle appelle les travailleurs à voter pour les candidats qui :

- par la preuve qu'ils apportent de leur souci des intérêts matériels et moraux des travailleurs ;
- par leur adhésion aux réformes économiques et sociales préconisées par la C.F.D.T. ;
- par leur conception démocratique des libertés individuelles et collectives,

leur apparaissent les plus aptes à constituer cette majorité de gauche qui conditionne l'avenir de la démocratie.

C'est par milliers que les adhésions ont afflué à la C.F.D.T. ces dernières semaines. Pour renforcer le courant qu'anime la C.F.D.T., venez vous aussi la rejoindre. Remplissez le bulletin ci-contre. Renvoyez-le à C.F.D.T., 26, rue de Montholon, Paris-9^e.

BULLETIN D'ADHÉSION A LA C.F.D.T.

Nom : Prénom :

Né(e) le

Adresse : rue, n°..... Ville Dépt.

Entreprise (avec adresse) :

Profession (classification, grade, classe, coefficient)

déclare adhérer au syndicat C.F.D.T.

Je m'engage à payer régulièrement ma cotisation mensuelle à partir du mois d.....

Fait à, le

Signature :